



**CCI LYON METROPOLE  
SAINT-ETIENNE ROANNE**

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE D'ÉTUDES**

#### **Procédure adaptée ouverte**

Services sociaux et autres services spécifiques

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

---

### **MARCHE N°25LM03MP**

### **PRESTATIONS D'ASSISTANCE ET CONSEILS JURIDIQUES POUR LA CCI LYON METROPOLE SAINT-ETIENNE ROANNE**

---

#### POUVOIR ADJUDICATEUR

**CCI LYON METROPOLE SAINT-ETIENNE ROANNE**

Place de la Bourse

69289 LYON CEDEX 02

Tél : 04 72 11 33 47

<https://www.lyon-metropole.cci.fr>

Profil Acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Cellule régionale de la commande publique : [marches@lyon-metropole.cci.fr](mailto:marches@lyon-metropole.cci.fr)

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Type d'accord-cadre .....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
1.5 - Réalisation de prestations similaires .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité .....	4
4 - Durée et délais d'exécution .....	4
4.1 - Durée du contrat .....	4
4.2 - Reconduction .....	4
5 - Prix .....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
5.2 - Modalités de variation des prix .....	5
6 - Protection des données à caractère personnel .....	5
7 - Avance .....	6
8 - Modalités de règlement des comptes .....	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	6
8.3 - Délai global de paiement .....	7
8.4 - Paiement des cotraitants .....	7
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	7
9.1 - Présentation des livrables .....	8
9.2 - Modifications techniques .....	8
10 – Devoir de conseil et d'assistance .....	8
10.1 Obligation d'information et de conseil du Titulaire .....	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
11.1 - Vérifications .....	8
11.2 - Décision après vérification .....	9
12 - Garantie des prestations .....	9
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
14 - Pénalités .....	9
14.1 - Pénalités de retard .....	9
15 - Assurances .....	9
16 - Clause de réexamen .....	9
17 - Résiliation du contrat .....	10
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	10
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	10
18 - Règlement des litiges et langues .....	11
19 - Dérogations .....	11
20 – Clauses techniques particulières .....	11
20.1 – Contexte .....	11
20.2 – Textes applicables aux CCI .....	12
20.3 – Commande des prestations et remise des livrables .....	13
20.4 – Prestations attendues .....	13
20.5 – Veille juridique .....	14
20.6 – Précontentieux et contentieux .....	14
20.7 – Exclusions .....	14
20.8 – Modalités d'exécution .....	15
20.9 – Délais d'exécution .....	15
Conseil juridique en situation urgente : .....	15

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :  
PRESTATIONS D'ASSISTANCE ET CONSEILS JURIDIQUES POUR LA CCI LYON METROPOLE  
SAINT-ETIENNE ROANNE

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Principalement :

CCI LYON METROPOLE Saint-Etienne Roanne

Place de la Bourse 69002 LYON

Ponctuellement :

CCI Saint-Etienne 57 cours Fauriel 42100 ST ETIENNE

CCI Roanne 4 rue Marengo 42300 ROANNE

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Montant annuel estimé € HT	Montant maximum annuel € HT
01	Droit public (droit du domaine public, droit public des affaires, droit administratif, droit applicable aux Chambres de commerce et d'industrie)	40 000 €	75 000 €
02	Droit des affaires, droit immobilier, droit des contrats, Droit social pour les SIC	40 000 €	150 000 €
03	Droit de la propriété intellectuelle, dépôt de brevets	5 000 €	15 000 €
04	Droit Fiscal	10 000 €	60 000 €

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

### 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec un maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cadre de réponse technique
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les bons de commandes et cadres d'intervention du titulaire

## **3 - Confidentialité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

Le titulaire s'engage à respecter une stricte confidentialité conformément aux règles de sa profession, des informations, échanges et documents dont il a connaissance aux fins de l'exécution des prestations et dont il ne rendra compte qu'aux personnes habilitées.

## **4 - Durée et délais d'exécution**

### **4.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

### **4.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des unités d'œuvre forfaitaires et des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix des prestations sont réputés comprendre toutes charges fiscales, sociales, frais d'intermédiation, de structure, de gestion ou autres et être établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de prise d'effet du marché.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Pour la première année après la date de notification, le prix proposé est réputé ferme.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix de chaque lot sont fermes la première année d'exécution.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Formules
$C_n = 15\% + 85\% (010766774 \text{ REV } (n) / 010766774 \text{ REV } (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 69.10 – Services de conseil et représentation juridique Identifiant 010766774

## 6 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## **7 - Avance**

Une avance peut être accordée au titulaire conformément à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

## **8 - Modalités de règlement des comptes**

### **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

### **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002170200019
- Code service : ETB 100
- Numéro d'engagement juridique : 25LM03MP

Contact comptabilité facturation : [fournisseurs-lyon@auvergne-rhone-alpes.cci.fr](mailto:fournisseurs-lyon@auvergne-rhone-alpes.cci.fr)

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Adresse d'exécution :

Les prestations pourront être exécutées par l'intermédiaire de rendez-vous à distance via l'outil de la CCI. Des rendez-vous ponctuels pourront être organisés sur site à la demande de la CCI.

### Principalement :

CCI LYON METROPOLE Saint-Etienne Roanne  
Place de la Bourse 69002 LYON

### Ponctuellement :

CCI Saint-Etienne 57 cours Fauriel 42100 ST ETIENNE  
CCI Roanne 4 rue Marengo 42300 ROANNE

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

- En phase consultation : demande de compléments, rejets, attribution du marché,
- En phase exécution : les éventuels avenants, et les échanges liés à des difficultés d'exécution.

En revanche, la notification des bons de commande ne sera pas effectuée par le biais du profil d'acheteur.

## Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

### **9.1 - Présentation des livrables**

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Par email ou le cas échéant via un espace en ligne partagé et sécurisé.

### **9.2 - Modifications techniques**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

## **10 – Devoir de conseil et d'assistance**

### **10.1 Obligation d'information et de conseil du Titulaire**

Chaque demande est assujettie à une obligation d'information, de conseil, d'alerte et de diligence de la part du titulaire.

Dans le cadre de chaque mission engagée, le titulaire est tenu d'informer la CCI, de toute évolution législative et réglementaire.

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins de la CCI.

## **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 - Vérifications**

Les vérifications seront généralement effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

La CCI s'engage généralement à relire et valider les projets remis au titre de l'exécution des prestations de ce marché dans un délai de 15 jours. Elle en avise le Titulaire par mail ou échange téléphonique.

Le cas échéant, si la CCI n'était pas entièrement satisfaite ou si elle constatait un oubli, elle est en droit de demander au titulaire de reprendre le document. Un délai de remise variable est alors fixé selon le niveau de reprises/corrections et les contraintes calendaires de la CCI, voire l'urgence de la situation.

Les vérifications seront effectuées par le collaborateur ayant émis la demande de prestations, en lien avec la Direction générale et le chargé de mission juridique interne.



### **11.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

## **12 - Garantie des prestations**

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Le titulaire garantit que les prestations juridiques fournies dans le cadre du présent marché seront conformes aux normes professionnelles en vigueur et aux exigences spécifiées dans le cahier des charges. En cas de non-conformité ou de défaut dans les prestations fournies, le Titulaire s'engage à corriger lesdites prestations à ses frais dans les meilleurs délais, après notification écrite du pouvoir adjudicateur.

## **13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## **14 - Pénalités**

### **14.1 - Pénalités de retard**

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans le cadre d'intervention du titulaire.

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-PI.

## **15 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **16 - Clause de réexamen**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

#### **Augmentation du montant maximum de l'accord-cadre :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'augmenter le montant maximum de l'accord-cadre en cas de besoins supplémentaires imprévus ou d'une utilisation plus rapide que prévue du montant maximum à chaque reconduction annuelle.

L'augmentation du montant maximum de l'accord cadre peut également intervenir au début de la nouvelle période de reconduction.

## **17 - Résiliation du contrat**

### **17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **19 - Dérogations**

- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles

## **20 – Clauses techniques particulières**

### **20.1 – Contexte**

La CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne (la CCI), établissement public administratif, fait partie de la catégorie des organismes consulaires.

Le réseau national est composé de 122 établissements publics, comprenant CCI France ainsi que 13 Chambres de Commerce et d'Industrie de région.

Les Chambres de Commerce et d'Industrie Territoriales (CCIT), les Chambres de Commerce et d'Industrie de région (CCIR) et la Chambre de Commerce et d'Industrie de France (CCI France) forment un réseau de proximité au service des entreprises et du développement économique des territoires au service de plus de deux millions d'entreprises. Établissements publics de l'État, elles sont gérées par des chefs d'entreprises élus par leurs pairs.

La CCI Lyon métropole Saint-Etienne Roanne couvre les départements du Rhône et de la Loire, représentant ainsi 529 communes et environ 171 000 établissements. En tant qu'acteur clé du développement économique local, elle porte trois missions majeures :

1. Accompagner le développement des infrastructures et promouvoir l'attractivité du territoire : La CCI œuvre pour améliorer les infrastructures locales, afin de renforcer l'attractivité du territoire et favoriser son rayonnement économique.
2. Accompagner et accélérer la croissance des entreprises : Elle soutient les entreprises en les aidant à se développer, à innover, à se structurer et à se diversifier. Ce soutien se traduit par des services adaptés à chaque étape de la vie de l'entreprise, qu'il s'agisse de création, de financement, d'internationalisation ou de transition numérique.
3. Représenter les entreprises et faire entendre leur voix : La CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne défend les intérêts des entreprises auprès des pouvoirs publics et des acteurs

économiques, en représentant leurs préoccupations et en participant aux politiques publiques locales et nationales.

Elle dispose également d'un large éventail de filiales, permettant d'élargir son impact et ses services. Par exemple, elle détient à 100% plusieurs filiales telles que CCI Formation Pro SAS, Hybria, Eklya, Groupe 1862, et CCI Capital Croissance. Elle détient aussi des participations dans des entreprises comme Early Makers Group, Sepel, Aéroports de Lyon, Only Lyon and Co, ChamberSign France, ou encore dans des SCI.

Par ailleurs, la CCI est engagée dans un projet ambitieux, le Hub des Sécurités, situé à Écully près de Lyon, qui vise à réunir en un même lieu des acteurs privés et publics de la sécurité globale. Il propose 27 000 m<sup>2</sup> d'espaces modulables dédiés à la collaboration entre ces différents acteurs. L'objectif est de développer des solutions innovantes face aux menaces et risques en matière de sécurité publique, économique, sanitaire et environnementale.

#### **Présentation des fonctions supports au niveau régional :**

La CCI de région exerce les missions du réseau des CCI prévues à l'article L. 710-1 du code du commerce.

Le réseau des CCI Auvergne-Rhône-Alpes s'appuie sur des fonctions supports mutualisées au niveau régional.

Cette organisation régionale couvre notamment les fonctions SI, Achats, RH.

La CCIR est l'employeur unique des personnels de droit privé et des agents de droit public de la région. A ce titre, la CCIR est dotée d'un service juridique interne pour traiter les questions des salariés qui lui sont rattachés.

Cependant, pour ce qui concerne les agents des équipement gérés (SIC), ceux-ci sont employés directement par la CCIT.

Les prestations de conseil en droit social du présent marché ne concerne que les SIC gérés par la CCI (Exemple BNE - Banc national d'épreuve)

## ***20.2 – Textes applicables aux CCI***

- Code de commerce : Titre Ier du Livre VII ;
- Code général des impôts : articles 1600 et 1600A ;
- Loi n°52-1311 du 10 décembre 1952 relative à l'établissement obligatoire d'un statut du personnel administratif des CCI ;
- Loi n°56-1119 du 12 novembre 1956 réglementant l'usage des dénominations « Chambre de commerce », « Chambre de commerce et d'industrie » ;
- Loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services : articles 8, 10, et 18 non codifiés ;
- Loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises : article 43 non codifié ;
- Loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises : article 2, non codifié ;
- Loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 : articles 59 et 179-I-5°) non codifiés ;
- Loi n°2022-172 du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante ; article 16 ;

- Décret n°2007-574 du 19 avril 2007 relatif aux modalités de la tutelle exercée par l'État sur les établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie : article 1er non codifié.

### **20.3 – Commande des prestations et remise des livrables**

Les interlocuteurs du marché sont la Directrice générale adjointe ou la personne chargée de l'activité juridique de la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne qui devront être destinataires de l'ensemble des échanges.

Les commandes seront généralement émises par les interlocuteurs du marché ou des porteurs de projet de la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne.

Avant le démarrage de chaque mission, et sur la base d'un descriptif précis de la mission et des analyses à réaliser, le titulaire adressera aux interlocuteurs du marché un cadre spécifique d'intervention mentionnant le montant forfaitaire de la mission.

Les prestations seront rémunérées principalement sur la base des conditions du marché pour les unités d'œuvres courantes et du cadre spécifique d'intervention défini avec le titulaire pour les questions approfondies.

L'acceptation du cadre d'intervention chiffré vaut notification de la mission.

### **20.4 – Prestations attendues**

La CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne souhaite disposer d'un accompagnement juridique pour répondre à ses besoins internes, tout en garantissant une expertise pointue et une réactivité en fonction des enjeux rencontrés.

Pour chacun des lots, il est attendu de la part du titulaire d'apporter des conseils aux demandeurs par :

- Conseils juridiques simples formulés par écrit ou à l'oral ;
- L'échange téléphonique suivi d'un compte rendu et/ou des précisions consécutives à cet échange ;
- La production de notes détaillées pour des consultations juridiques simples ;
- La production de notes détaillées, analyse et préconisation pour des consultations juridiques complexes ;
- L'organisation de réunion en visioconférence ou en présentiel afin d'aborder un sujet spécifique ;
- Interventions au sein d'instances de la CCI.

L'accompagnement peut aussi concerner des opérations globales, comme le projet du Hub des Sécurités porté par la CCI.

Dans ce cadre le titulaire pourra notamment être amené à :

- Conseiller la CCI sur la stratégie et la structuration juridique du projet,
- Rédiger, négocier, relire des contrats,
- Gérer les risques et les mises en conformité,
- Assurer la protection des intérêts de la CCI.

Le titulaire s'engage à accompagner la CCI, en réalisant, notamment les missions suivantes :

- Assistance juridique sur toute question posée par la CCI,
- Relecture d'actes juridiques de toute nature,
- Rédaction d'actes juridiques de toute nature / courriers,
- Relecture d'actes juridiques de toute nature ou de courriers rédigés par la personne chargée de l'activité juridique,
- Observations, analyses, recommandations, préconisations juridiques sur

tout document qui lui serait communiqué,

- Etude de dossier, conseil juridique ou montage juridique,
- Mise en place d'une stratégie juridique dans le cadre d'une création de projet,
- Participation aux réunions de travail lors de l'assistance juridique et du suivi de dossiers,
- Aide à la rédaction de documents (préparation, appui, validation et correction...),

Les précisions et compléments non substantiels sollicités par la CCI sur les projets d'actes ne feront pas l'objet d'une demande de paiement.

### **20.5 – Veille juridique**

Le titulaire devra suivre et se tenir informé des évolutions législatives et réglementaires des textes applicables aux CCI pouvant impacter les activités de la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne.

### **20.6 – Précontentieux et contentieux**

Les services juridiques de représentation légale dans le cadre d'une procédure juridictionnelle devant les autorités publiques ou les institutions internationales ou dans le cadre d'un mode alternatif de règlement des conflits ainsi que les services de consultation juridique en vue de la préparation de toute procédure sont exclus de la présente consultation conformément à l'article L. 2512-5 du Code de la commande publique.

Toutefois, les missions confiées dans le cadre de ce marché peuvent aboutir à des demandes de représentation ou assistance en procédure précontentieuse et/ou contentieuse, le cas échéant, la CCI se laisse la possibilité de confier ces prestations au titulaire du lot ou à prestataire de son choix et de définir le cadre de mission spécifique.

### **20.7 – Exclusions**

Les missions objet de ce cahier des charges excluent tout dossier en cours déjà confié à un autre cabinet d'avocats, à une autre entité ou pris en charge en interne.

Par ailleurs, dans le cadre de la prise en charge d'un dossier global faisant appel à plusieurs expertises, la CCI peut demander à l'un des titulaires de l'accord-cadre d'assurer une prise en charge complète de l'opération. Cette approche multidisciplinaire permet d'offrir un accompagnement adapté aux objectifs stratégiques de la CCI, couvrant l'ensemble des problématiques auxquelles elle peut être confrontée.

Dans ce cadre :

- Les expertises complémentaires peuvent être le fait du choix du titulaire ou du choix de la CCI ;
- Le titulaire s'engage à collaborer avec d'autres experts, selon les besoins spécifiques de chaque dossier.
- Les experts peuvent être issus de cabinets externes à l'accord cadre.

Pour ce qui concerne les expertises liées aux fonctions supports du réseau régional des CCI Auvergne-Rhône-Alpes, celles-ci sont portées par la CCI de région et couvre notamment les fonctions SI, Achats, RH (employeur unique).

## **20.8 – Modalités d'exécution**

Quel que soit le degré et la typologie d'analyse requis, le titulaire devra fournir une prestation objective et indépendante, formuler des avis et préconisations motivés, apporter des solutions opérationnelles, réalistes et pertinentes au vu des droits et obligations de la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne, de ses cocontractants ou des tiers.

La prestation de conseil juridique est accompagnée de l'analyse des risques correspondants (en indiquant le niveau de risque associé selon les scénarii proposés).

Le titulaire s'engage à coopérer avec tout tiers désigné par la CCI, notamment avec d'autres professionnels du droit.

En toutes hypothèses et quel que soit le niveau d'expertise du livrable attendu, l'analyse ne saurait se contenter de la reprise d'ouvrages de doctrine ou de chroniques jurisprudentielles.

L'analyse devra impérativement inclure des références précises et complètes aux sources textuelles, jurisprudentielles, doctrinales, ainsi qu'à toute autre source d'information sur lesquelles elle se fonde, tout en offrant des éléments permettant une mise en application concrète.

## **20.9 – Délais d'exécution**

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations dans les délais suivants :

- Pour les prestations de conseil juridique simple (jurisprudence existante sans enjeu stratégique significatif), la transmission de la réponse juridique doit intervenir dans un délai maximal de **quinze (15) jours calendaires** à compter de la demande formulée par la CCI ;
- Pour les prestations de conseil complexe (en raison de l'absence ou de la rareté de la jurisprudence voir du risque juridique), la transmission de la réponse doit intervenir dans un délai maximal de **30 (trente) jours calendaires** à compter de la demande formulée par la CCI.

### Conseil juridique en situation urgente :

Pour une demande formulée en urgence (généralement sur appel téléphonique), notamment sur une prestation de conseil juridique simple, le titulaire s'engage à proposer une réponse lors de l'échange téléphonique. Le titulaire répond aux appels téléphoniques ou rappelle la CCI sous **deux (2) heures**.

Les consultations téléphoniques, traitées ainsi par urgence feront l'objet d'une synthèse écrite communiquée **sous 5 (cinq) jours ouvrables**, par courrier électronique. En l'absence de production d'une synthèse écrite dans le délai annoncé, le titulaire ne pourra procéder à la facturation de la prestation.

Afin de répondre au caractère d'urgence de certaines consultations expressément signalées, le titulaire du présent marché devra disposer d'un service de gestion des courriers électroniques et/ou d'appels téléphoniques d'une couverture minimale de la plage horaire suivante : de **8h à 19h** tous les jours ouvrés de l'année.